



**Syndicat national  
Pénitentiaire des  
Surveillant(e)s - C.E.A.**

# **DECLARATION LIMINAIRE**

## **CoPil - Enap du 18 avril 2025**

Avant toute chose, le SPS-CEA souhaite débiter cette réunion en exprimant sa profonde solidarité avec l'ensemble des personnels pénitentiaires, aujourd'hui une fois encore confrontés à des attaques inacceptables. Depuis le 14 avril 2025, les établissements pénitentiaires sont la cible chaque nuit d'actes violents, planifiés et coordonnés, visant directement l'institution mais surtout les femmes et les hommes qui la servent au quotidien, souvent au prix de leur sécurité, parfois de leur santé.

Le drame survenu à Incarville le 14 mai dernier, comme tant d'autres événements récents, est le symptôme d'un système pénitentiaire en tension extrême sur bien des niveaux. Ces agressions, ces attaques ne sont pas de simples faits divers : elles sont le reflet du résultat de l'abandon progressif de cette dernière décennie de la part de l'État, qui laisse ses agents dans une spirale de violence, de sous-effectif chronique aggravé, et qui va encore s'aggraver.

Car au-delà de ces attaques, c'est tout un modèle pénitentiaire qui est en passe de vaciller. Le manque criant de personnel dans nos établissements, augmentée par une vague massive de départs à la retraite (chiffres), met à mal la capacité de l'administration pénitentiaire à maintenir un service public pénitentiaire digne, sécurisé, et humain.

Les campagnes de recrutement actuelles peinent à produire leurs effets. La désaffection pour notre métier n'est plus un risque, c'est une réalité et ce depuis plus de 10 ans.

Les conditions d'exercice de la profession notamment en coursives, la pénibilité des rythmes de travail incompatible avec vie de famille, le manque de reconnaissance et de perspectives découragent les vocations. Et même lorsqu'un recrutement parvient à aboutir, encore faut-il pouvoir former ces nouveaux agents dans des délais raisonnables et des conditions optimales.

Or, l'École Nationale d'Administration Pénitentiaire, aujourd'hui unique site de formation, est à saturation, sous dimensionnée et semble incapable de proposer des solutions efficaces pour assurer le respect des nouvelles perspectives et consignes listées dans et par le protocole Incarville.

Les capacités d'accueil actuelles ne permettent pas de répondre à l'urgence de la situation et certainement pas à une formation d'élèves surveillants à 8 mois incluant une formation ESP digne de ce nom pour préparer de la meilleure des façons les futurs collègues à la Voie Publique.

**Dans ce contexte, le SPS-CEA exige qu'un deuxième site de formation soit ouvert sans délai, afin de permettre une montée en puissance du recrutement et de la formation initiale. Il ne peut y avoir de « redressement » du service public pénitentiaire sans un investissement massif dans ses agents, et cela commence ici, par l'école qui doit en être le cœur battant en impulsant cette demande cohérente.**

Madame la Directrice, nous ne pouvons plus attendre. Le temps des constats est révolu. Il faut des décisions, rapides, concrètes, à la hauteur des enjeux que le SPS-CEA vous demande de porter dès aujourd'hui devant le Directeur d'Administration Pénitentiaire et le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

**Nous avons su proposer au Gouvernement 2 sites pour accueillir les narcotrafiquants dans des prisons de haute sécurité, pareillement il nous semblerait décent, naturel et d'importance capitale d'offrir un second site ENAP en urgence.**

**Le SPS : le Syndicat 100%-CEA**